



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'exploitation par la société ALOXE FRANCE d'une quatrième ligne de production (VACUNITE 2) de polyéthylène téréphtalate (PET) recyclé située Parc d'activités Moselle Rive Gauche – 258 rue Alexandre Pourcel – 54850 MESSEIN

**N° 2024-0088
AIOT 0100001560**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la Commission du 06 décembre 2022 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) dans les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2016/902 de la Commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) dans les systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 novembre 2014 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;

Vu les arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2662 (stockage de polymères), 2714 (transit de déchets non dangereux) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2022_0133 autorisant la société LORECO PLAST RECYCLAGE à exploitation une installation de recyclage de déchets plastiques à base de polyéthylène téréphtalate (PET) ;

Vu le changement de nom de LORECO PLAST RECYCLAGE en ALOXE FRANCE transmis aux services de la préfecture le 21 juillet 2023 ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée sur le Guichet Unique Numérique (GUNenv) le 14 mars 2024 par la société ALOXE FRANCE dont le siège social est situé Parc d'activités Moselle Rive Gauche – 258 rue Alexandre Pourcel – 54850 MESSEIN, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une quatrième ligne de production de polyéthylène téréphtalate (PET) recyclé, rue Alexandre Pourcel à MESSEIN ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 26 septembre 2024 ;

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant à l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 24 février 2025 ;

Vu l'ordonnance E25000021/54 du 24 mars 2025 de la présidente du tribunal administratif de Nancy portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 avril 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours consécutifs du 15 mai au 16 juin 2025 inclus sur le territoire des communes de Messein, Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Frolois, Ludres, Méréville, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Richardménéil ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date du 28 avril 2025 et 15 mai 2025 de cet avis dans le journal local L'Est Républicain ;

Vu la publication en date du 29 avril 2025 et 15 mai 2025 de cet avis dans le journal local Le Républicain Lorrain ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis, ou l'absence d'avis, émis par les conseils municipaux des communes de Messein, Bainville-sur-Madon, Chavigny, Chaligny, Frolois, Ludres, Méréville, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Richardménéil ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2025_0837 du 29 août 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 29 août 2025 à la connaissance du demandeur par voie dématérialisée ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel en date du 29 août 2025, indiquant ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les installations exploitées par la société ALOXE FRANCE pour son site de Messein sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique principale 3410, rubrique associée à l'activité principale des activités et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives aux industries chimiques ;

Considérant que l'article R. 515-70 du Code de l'environnement dispose que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, sont réexaminées au regard des MTD, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5, et qu'elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du Code de l'environnement ;

Considérant que les conclusions sur les MTD relatives aux activités chimiques ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 06 décembre 2022 ;

Considérant que les MTD et les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) figurant dans l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 susvisé sont directement applicables à l'exploitant à compter du 04 novembre 2024 ;

Considérant donc qu'il est nécessaire de revoir et/ou compléter les prescriptions applicables à l'installation afin que celles-ci soient conformes aux exigences de l'article R. 515-60 et suivants du Code de l'environnement et en particulier :

- liste et consistance des installations ;
- surveillance des rejets aqueux ;
- protection des milieux récepteurs ;

Considérant qu'il convient de revoir et de mettre à jour les valeurs limites des rejets eaux du site par voie d'arrêté préfectoral suite à l'évolution de la réglementation applicable, et tout particulièrement suite à la publication des conclusions MTD relatives au secteur du recyclage de matières plastiques ;

Considérant que les conclusions de l'étude des risques sanitaires du dossier de demande d'autorisation indiquent que les émissions supplémentaires dues au projet n'entraînent pas d'impact sur l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société ALOXE FRANCE (ex LORECO PLAST RECYCLAGE), dont le siège social est situé Parc d'activités Moselle Rive gauche - 258 rue Alexandre Pourcel à MESSEIN (54850), est autorisée à implanter et à exploiter une 4^{ème} ligne de recyclage de polyéthylène téréphtalate (PET) sur le territoire de la commune de MESSEIN, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Modification des actes antérieurs

Le présent arrêté modifie et/ou complète les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral 2022_0133 du 13 septembre 2022 dans les articles suivants.

Article 3 : Nature des installations

Article 3.1 : Rubriques modifiées visées dans l'arrêté préfectoral 2022_0133 du 13 septembre 2022

L'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » de l'arrêté 2022_0133 est modifié comme suit :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime ⁽¹⁾	Volume autorisé
3410	Fabrication industrielle ou régénération de polymères	<u>Ligne de régénération</u> - VACUREMA (31 t/j) - VACUNITE 1 (56 t/j) - VACUNITE 2 (56 t/j)	A	143 t/j
2661-1	Transformation de polymères	<u>Ligne d'extrusion</u> - UMAC (9,6 t/j) - VACUREMA (31 t/j) - VACUNITE 1 (56 t/j) - VACUNITE 2 (56 t/j)	A	152,6 t/j
2662	Stockage de polymères	<u>Stockage de produits finis (granulés)</u> - 4 silos extérieurs de volume unitaire 125 m ³ - 2 silos extérieurs de volume unitaire 250 m ³ - Big-bags (hall de stockage) 200 m ³	E	1200 m ³
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/ cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	<u>Stockage de matière première (flakes)</u> - 5 silos extérieurs de volume unitaire 300 m ³ - Big-bags (Hall de stockage + Extérieur) 800 m ³	E	2300 m ³

(1) Régime : A (autorisation), E (Enregistrement)

Article 3.2 : Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3410 relative à « Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WGC relatif aux systèmes de gestion et de traitement des gaz.

L'établissement est également concerné par les BREF suivants :

- CWW relatif aux systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique ;

Article 4 : Garanties financières

L'article 1.6 « GARANTIES FINANCIÈRES » de l'arrêté n° 2022_0133 du 13 septembre 2022 est abrogé.

Article 5 : Réglementation applicable

L'article 1.13.1 « réglementation applicable » de l'arrêté n° 2022_0133 du 13 septembre 2022 est modifié comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates et intitulés des textes applicables
Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Arrêté ministériel du 04 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460

Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662

Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

TITRE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 6 : Conception des installations

L'article 2.1 « conception des installations » de l'arrêté n° 2022_0133 du 13 septembre 2022 est modifié comme suit :

Les effluents atmosphériques de l'ensemble des installations sont canalisés et rejetés à travers 7 conduits (tableau ci-dessous). Les mesures sont rapportées à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et 20 % en O₂.

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Traitement
1	Extrusion : lignes UMA, VACURENA, VACUNITE 1 & 2	14	5500	19,05	Filtre
2	Granulation et refroidissement sous eau : ligne VACUNITE 1	14	900	7,96	Filtre
3	Polycondensation phase solide 1 : ligne VACUNITE 1	19	4300	14,8	Filtre
4	Polycondensation phase solide 2 : ligne VACUNITE 1	19	4300	14,8	Filtre
5	Granulation et refroidissement sous eau : ligne VACUNITE 2	14	900	7,96	Filtre
6	Polycondensation phase solide 1 : ligne VACUNITE 2	19	4300	14,8	Filtre
7	Polycondensation phase solide 2 : ligne VACUNITE 2	19	4300	14,8	Filtre

Article 7 : Campagne de caractérisation des rejets atmosphériques

Une campagne de caractérisation des rejets est réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 sous le délai de 3 mois après la notification du présent arrêté. L'exploitant transmet à l'inspection ses conclusions sous le délai de 4 mois après réalisation de la campagne de caractérisation.

Article 8 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques – valeurs limites des flux de polluants rejetés

L'article 2.2 « valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques - valeurs limites des flux de polluants rejetés » de l'arrêté n° 2022_0133 du 13 septembre 2022 est modifié comme suit :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Valeur limite d'émission , Polluants	Concentration tout conduit (mg/Nm ³)	Flux maximal total pour les 7 conduits (g/h)
Carbone organique volatil total (COVT en éq C)	20	490
Somme des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B (en éq C)	2	49,00
Somme des COV classés comme substances CMR de catégorie 2 (en éq C)	10	245,00
Formaldéhyde (CMR 1B)	2	49,00
Acétaldéhyde	2	49,00
Poussières	5	122,5

Conformément à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 susvisé, l'exploitant réalise une caractérisation des COV émis par l'ensemble des installations mentionnées à l'article 2.1 du présent arrêté et sur l'ensemble des cheminées (7), établie à partir de (3) trois campagnes mensuelles débutant au plus tard un mois après la date de mise en service de la quatrième ligne.

L'exploitant transmet les résultats de cette étude, à l'inspection, sous un délai de 3 mois après la dernière campagne et conclut sur :

- Les COV mis en évidence, les flux émis annuellement, le besoin de suivi et la fréquence ;
- La mise à jour si nécessaire de son étude de risque sanitaire.

Article 9 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

L'article 2.3 « surveillance des rejets dans l'atmosphère » est remplacé par le contenu ci-dessous :

Paramètre	Fréquence Tous Conduits
Carbone organique volatil total (COVT)	Semestrielle
Somme des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B	Semestrielle
Somme des COV classés comme substances CMR de catégorie 2	Semestrielle
Formaldéhyde (CMR 1B)	Semestrielle
Acétaldéhyde	Semestrielle
Poussières	Annuelle

L'exploitant assure une surveillance de ces rejets atmosphériques issus des émissaires décrits à l'article 2.1 du présent arrêté. Il transmet au préfet les résultats, accompagnés de son analyse pour l'ensemble des rejets atmosphériques.

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 10 : Origine des approvisionnements en eau

L'article 3.1.1 « Origine des approvisionnements en eau » est remplacé comme suit :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Origine de la ressource	Utilisation de la ressource	Fonctionnement	Prélèvement maximal annuel (*) (m³/an)
Réseau d'eau public (communauté de commune Moselle et Madon)	Ligne VACUREMA (Refroidissement joncs de plastique + pompes à vide)	Consommation Hebdomadaire (circuit fermé et continu)	1 680
	Ligne UMAC (Refroidissement joncs de plastique + pompes à vide)	Consommation Hebdomadaire (circuit fermé)	420
	Ligne VACUNITE 1 et 2 (Granulation sous eau + pompes à vides + refroidissement des granulés sortie process)	Consommation continue Circuits fermés, vidange ponctuelle	2 x 6 300
	Eaux sanitaires (douches, toilettes)	Consommation continue	450
Total			15 150

(*) : Le prélèvement d'eau effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur limite.

Article 11 : Caractéristiques des rejets externes

L'article 3.3.1 « Caractéristiques des rejets externes » est modifié comme suit :

Préalablement au traitement des eaux résiduaires du site par la station d'épuration collective, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et en flux définies ci-dessous :

Eaux usées industrielles (Point de rejet N° 1)

Les rejets d'eaux industrielles se font de deux manières :

- Rejets en continu des eaux issues de la granulation : 1,25 m³/h (Lignes VACUNITE 1 et 2, Ligne UMAC et Ligne VACUREMA) ;
- Rejets par bûchées (lignes UMAC + VACUREMA) des eaux de refroidissement issues des pompes à vide : bûche de 1m³ vidangée à fréquence hebdomadaire sur une durée de 45 minutes.

Point de rejet N°1	Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale	Flux Max kg/j	Fréquence
Rejets par Bâchées (Ligne UMAC + VACUREMA) et en continu (Lignes VACUNITE 1 et 2, Ligne UMAC et Ligne VACUREMA)	Température	1301	< 30°C	-	Mensuelle
	pH	264	5,5<pH<8,5	-	Mensuelle
	DCO	1314	2000 mg/l	41,7	Mensuelle
	MES	1305	600 mg/l	13,5	Mensuelle
	DBO5	1313	800 mg/l	18	Mensuelle
	Azote global	1551	25 mg/l	1,1	Mensuelle
	Phosphore	1350	3 mg/l	0,135	Mensuelle
	Zinc	1383	0,8 mg/l	0,036	Mensuelle
	Cuivre	1392	0,15 mg/l	0,00675	Mensuelle
	Chrome	1389	0,1 mg/l	0,0045	Mensuelle
	Plomb	1382	0,1 mg/l	0,0045	Mensuelle
	Nickel	1386	0,2 mg/l	0,009	Mensuelle
	AOX	1106	1 mg/l	0,045	Mensuelle

Pendant les douze premiers mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une surveillance mensuelle. Il transmet au Préfet, via Gidaf, les résultats accompagnés de son analyse pour l'ensemble des rejets. L'exploitant pourra ensuite, sur la base du rapport semestriel, demander un aménagement de la fréquence de surveillance.

Eaux Pluviales (Point de rejet N°2)

Point de rejet N°2	Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale	Flux Max kg/j	
Rejets eaux pluviales susceptibles d'être polluées	pH	264	5,5<pH<8,5		Annuelle
	DCO	1314	100 mg/l	12,7	Annuelle
	MES	1305	35 mg/l	4,3	Annuelle
	DBO5	1313	35 mg/l	4,3	Annuelle
	Hydrocarbures	7009	10 mg/l	1,3	Annuelle

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le bassin d'infiltration est de 5 l/s, soit 18 m³/h.

TITRE 4 – DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES - DÉCHETS

Article 12 : Dispositions environnementales

Le paragraphe du Titre 4 « dispositions environnementales » est modifié comme suit :

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'exploitant met en place les actions décrites dans son dossier de demande d'autorisation préfectorale.

Ces actions prennent à minima les dispositions suivantes :

- Pas de construction de muret le long des berges de la Moselle ;
- Mise en place d'un merlon végétalisé sur la face nord d'une hauteur de 1 mètre et **un mur de 2 m face à l'emplacement de stockage des flakes en extérieur ;**
- Pas d'abattage d'arbre en sommet des berges ;

- Aucun remblai sur les berges ;
- Mise en place d'un grillage sur la partie Nord; intégrant des mailles de 5 cm à la base avec 3 passages minimum pour la petite faune, d'une largeur de 20 cm afin d'assurer la perméabilité biologique.

Article 13 : Description des déchets entrants

Le tableau à l'article 7.2.2 « description des déchets entrants » est modifié par le tableau ci-dessous :

Description	Type de déchets	Quantités admises par an	Quantités maximales stockées
Déchets non dangereux	- 07 02 13 (Déchets plastiques - flakes)	55 000 t	1320 t

TITRE 5 – DISPOSITIONS FINALES

Article 14 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 15 : Informations des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Messein, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Messein, commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir les mairies de Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Frolois, Ludres, Méréville, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent et Richardménil.
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

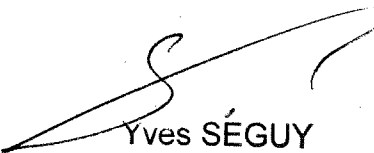
Article 16 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la société ALOXE France, le maire de Messein sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- aux services de l'État dans le département ;
- aux maires des collectivités consultées susvisées.

Nancy le **10 SEP. 2025**

Le Préfet,



Yves SÉGUY